

Le Bloc Québécois exige le versement des compensations promises aux producteurs agricoles

Granby, 30 juin 2020 - Les députés du Bloc Québécois, Andréanne Larouche, députée de Shefford, Yves Perron, porte-parole en matière d'agriculture, d'agroalimentaire et de gestion de l'offre, et Simon-Pierre Savard-Tremblay, porte-parole en matière de commerce international, exigent le versement des compensations promises au secteur laitier ainsi que l'annonce des modalités des compensations pour la volaille et les œufs.

À la suite de multiples concessions accordées dans les dernières ententes de libre-échange et devant l'incertitude créée par la décision du gouvernement de ne pas déposer de budget en bonne et due forme, les députés exigent du gouvernement fédéral qu'il concrétise ses promesses et verse l'intégralité des compensations promises aux producteurs laitiers. De plus, les négociations relatives aux compensations des autres secteurs sous gestion de l'offre doivent absolument aboutir.

« On ne peut pas toujours promettre, dire qu'on travaille fort, puis ne jamais livrer. Les producteurs ont été très patients, mais ils sont durement touchés par les différents accords. Ils doivent être compensés maintenant, ils en ont besoin », souligne Simon-Pierre Savard-Tremblay.

« À terme, c'est presque le cinquième du marché canadien qui aura été laissé aux produits laitiers étrangers. On sacrifie, on promet, puis on ne livre pas. Ça suffit ! De plus, les demandes des producteurs de volailles et d'œufs sont chiffrées depuis bientôt un an et il ne se passe rien... silence radio », déplore Yves Perron.

L'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPCG), l'Accord économique et commercial global (AECG) et l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) font mal aux secteurs québécois sous gestion de l'offre et la crise de la COVID-19 rend la situation encore plus difficile.

« C'était déjà laborieux d'amener le gouvernement à respecter sa parole avant la pandémie. Et au moment où il distribue de l'argent partout, Ottawa utilise la crise pour justifier le retard de ses engagements. C'est inacceptable, il faut bouger », ajoute Andréanne Larouche.

« La ministre Bibeau et le gouvernement ne cessent de répéter qu'ils y travaillent et que leurs engagements sont fermes. Nous voulons bien les croire, mais le moment est venu d'agir. Nous pensons qu'il est possible de voter là-dessus le 8 juillet à la prochaine séance du Parlement. Depuis plusieurs mois, des producteurs de ma circonscription me font part de leur déception et de leurs angoisses, et ils ne doivent pas être les seuls dans une telle situation. Il n'est plus

COVID-19



tolérable de les faire attendre. Le Bloc sera présent et prêt à collaborer pour le bien de l'ensemble du secteur agricole », conclut madame Larouche, députée de Shefford.

– 30 –

Source :
Samra Grahic
Responsable des communications
Députée de Shefford
450 378 3221